COMMUNE DE CHANTERAC
Département de la Dordogne

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL
Du Mercredi 16 Octobre 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le seize octobre, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Jean-Michel MAGNE, Maire.

PRESENTS : MAGNE Jean-Michel, BERTRANDIAS Isabelle, CAULIER Yvon, LEHELLE Martine, LATREILLE Anne, CHEVALIER Cécile, ESTEVE Morgane, DAGUT Jérôme, MATHIAS Catherine, MOZE Audric, VACHE Marie- Laurence.

ABSENTS : LAMBERT Nicolas, DUMONTEIL Evelyne, HERBERT Francis, TOMY Julien,

SECRETARE DE SEANCE : BERTRANDIAS Isabelle.

Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 19 Juin 2024

Le compte-rendu est approuvé à la majorité.

Délibération n° 44/2024 : Création d'un poste d'adjoint administratif C1

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée En heures et minutes.

Compte tenu de la mise à la retraite sur demande d'un agent au 01/02/2025, il convient de trouver un remplaçant pour ce poste

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent d'Adjoint Administratif (C1) à temps non complet à raison de 20 h 00 hebdomadaires, à compter du 1^{er} Janvier 2025.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire/stagiaire appartenant au cadre d'emplois de la Filière Administrative au grade d'Adjoint Administratif Territorial relevant de la catégorie hiérarchique C,

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- Coordonnateur budgétaire et comptable,
- Préparation et suivi des décisions du Maire ainsi que la préparation du Conseil Municipal
- Chargé d'accueil
- Gestion de l'Etat-Civil et des Elections
- Urbanisme

D'autres fonctions pourront être ajoutées au fur et à mesure de la prise de poste.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Il propose d'établir le tableau des emplois communaux **à compter du 01/01/2025** pour intégrer la création demandée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu le précédent tableau des effectifs adopté par le Conseil Municipal en date du 13 mars 2024

DECIDE :

A- Les effectifs du personnel communal sont fixés comme suit :

EMPLOIS	Effectif	Durée Hebdo	FONCTIONS	CADRES D'EMPLOIS des Fonctionnaires pouvant occuper les EMPLOIS
Rédacteur Principal de 1ère classe avec fonction de secrétaire de mairie Catégorie B	1	35	- tâches de gestion administrative, budgétaire et comptable- rédaction des actes juridiques et des actes d'état-civil -secrétariat et urbanisme - préparation et suivi des décisions du Maire et du Conseil Municipal	Cadre D'emplois Des Rédacteurs Territoriaux
Adjoint territorial d'animation	1	20	-aide au service et surveillance des enfants au restaurant scolaire, -encadrement et animations des activités périscolaires - responsable animations de la bibliothèque	Cadre D'emplois Des Adjoins Territoriaux D'animation
Agent de Maîtrise	1	35	- responsable station d'épuration - direction /exécution des activités d'un atelier et/ou chantier(s) - encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois techniques de catégorie C - surveillance et exécution de travaux confiés à des entrepreneurs	Cadre D'emplois Des Adjoins Techniques Territoriaux
Adjoint technique	1	09	-Responsable de l'entretien ménage des bâtiments communaux	Cadre D'emplois Des Adjoins Techniques Territoriaux
Technicien Catégorie B	1	35	- responsable station d'épuration - direction /exécution des activités d'un atelier et/ou chantier(s) - encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois techniques de catégorie C - surveillance et exécution de travaux confiés à des entrepreneurs	Cadre D'emplois Des Adjoins Techniques Territoriaux
Adjoint Administratif C1	1	20	-Coordonnateur budgétaire et comptable, -Préparation et suivi des décisions du Maire ainsi que la préparation du Conseil Municipal - Chargé d'accueil - Gestion de l'Etat-Civil, des Élections et de l'urbanisme	Cadre D'emplois Des Adjoins Administratifs Territoriaux

Délibération n° 45/2024 : Convention d'Assistance Technique à Maîtrise d'ouvrage en lien avec la Direction assainissement et eaux pluviales

Monsieur le Maire présente la convention concernant l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage à intervenir entre :

- La Commune de Chantérac

Et

- L'Agence Technique Départementale de la Dordogne.

La mission confiée à l'Agence Technique Départementale est une mission d'assistance technique à Maîtrise d'ouvrage pour la désimperméabilisation et la gestion intégrée des eaux pluviales pour l'aménagement de la salle des fêtes et l'accompagnement dans l'obtention des subventions de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Le contenu de la mission comprend les tâches suivantes :

- Etude et reconnaissance du site,
- Etude des différentes possibilités pour la désimperméabilisation et la gestion intégrée des eaux pluviales,
- Rédaction d'une note technique sur la gestion intégrée des eaux pluviales.

Pour conduire cette étude, l'ATD24 prévoit de mobiliser de l'ordre de 2 à 3 jours d'expertise avec notamment les profils suivants :

- Un ingénieur chargé d'études et le Directeur du pôle Eau et Assainissement en supervision.
- Le Directeur du pôle Eau et Assainissement en supervision

Monsieur le Maire précise que la rémunération s'élèverait à 1 440 € TTC.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- accepte les termes de la convention.

Délibération n° 46/2024 : Désignation d'un coordonnateur dans le cadre du recensement de la population

Le Conseil Municipal

Sur rapport de Monsieur le Maire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Considérant qu'il convient d'organiser les opérations de recensement de la population en 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

- **DE DÉSIGNER** comme coordonnateur de l'enquête INSEE à mener, Madame Morgane ESTEVE

- **PRÉCISE** que le coordonnateur :

- est tenu d'assister aux séances de formation préalables aux opérations sur le terrain.

- est chargé, sous la responsabilité du Maire, d'organiser les opérations de recensement, de préparer et d'assurer, en liaison avec les services de l'INSEE, la formation des agents recenseurs et d'assurer l'encadrement et le suivi des agents recenseurs. Il organisera également l'information des habitants sur les opérations de recensement.

PRÉCISE qu'il bénéficiera du remboursement de ses frais de missions en application de l'article L2123-18 du CGCT.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitres et article prévus à cet effet.

Délibération n° 47/2024 : Rapport d'Activité

Monsieur Le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2023, le rapport annuel :

- du SDE24,
- du SIAEP,
- du SMD3.

Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

Délibération n° 48/2024 : Recrutement de deux emplois d'Agents Recenseurs

pour le recensement de la population 2025

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il convient de créer des emplois temporaires d'agent recenseur afin d'assurer le recensement de la population dont la mise en œuvre relève de la compétence de la commune depuis la loi n°2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3, alinéa 2,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité,

Vu le décret 2003-485 du 05 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement,

Vu l'arrêté ministériel du 05 Août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 du 05 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Considérant qu'il y a lieu de recruter deux agents recenseurs afin d'effectuer la tâche que constitue le recensement de la population

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité,

DECIDE :

- De créer deux emplois temporaires d'agent recenseurs à temps partiel du 16 janvier 2025 au 17 février 2025,
 - Les agents recenseurs sont chargés sous l'autorité du coordinateur, de distribuer et collecter les questionnaires à compléter par les habitants et vérifier, classer, numéroté et comptabiliser les questionnaires recueillis conformément aux instructions de l'INSEE,
 - Les agents recrutés seront rémunérés sur la base de l'indice brut 374 (5ème échelon de l'échelle C1) pour une durée hebdomadaire de 30 heures pour un, et 10 heures pour l'autre. (Répartie en fonction du nombre de logement à collecter)
 - Les charges sociales (salariales et patronales) sont celles applicables aux agents non titulaires,
 - Monsieur Le Maire est chargé de procéder au recrutement des agents recenseurs,
- Les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget 2025.

Délibération n° 49/2024 : Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable pour l'exercice 2023 du SIAEP de TOCANE SAINT APRE

Monsieur Le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2023, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SIAEP de TOCANE SAINT APRE.

Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

CONTROLE DES POTEAUX INCENDIE

Monsieur Le MAIRE informe le Conseil Municipal qu'une convention sera à valider en 2025 avec SOGEDO concernant le contrôle et l'entretien

DROIT DE PREEMPTION

La commune ne fait pas jouer son droit de préemption sur les ventes suivantes :

- Monsieur Nicolas MEREL, 97 route Tuillères de Guillou
- Madame Rachel TEILLET, 53 route Tuillères fe Guillou

Questions diverses et communications diverses

- Piscine : État de la situation actuelle
- Finances Communales
- APIDOR (Frelons asiatiques), le Conseil approuve l'adhésion

- Manifestation à venir :

- Octobre Rose le 20 Octobre
- Téléthon le 30 Novembre
- Foire annuelle le 7 Décembre
- Vœux du Maire le 11 Janvier à 17h
- Repas des aînés début février ou colis en cas d'absence au repas

Récapitulatif des délibérations prises

Délibération n° 44/2024 : Création d'un poste d'adjoint administratif C1

Délibération n° 45/2024 : Convention d'Assistance Technique à Maîtrise d'ouvrage en lien avec la Direction assainissement et eaux pluviales

Délibération n° 46/2024 : Désignation d'un coordonnateur dans le cadre du recensement de la population

Délibération n° 47/2024 : Rapport d'Activité

Délibération n° 48/2024 : Recrutement de deux emplois d'Agents Recenseurs pour le recensement de la population 2025

Délibération n° 49/2024 : Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable pour l'exercice 2023 du SIAEP de TOCANE SAINT APRE

Rien ne restant à l'ordre du jour, Le Maire déclare la séance close. La séance a été levée à 20h30